

[cafepedagogique.net](https://www.cafepedagogique.net)

Lucie Castets et ses trois chantiers sur l'Ecole : "La gauche au pouvoir devra agir"

Café pédagogique

9-12 minutes



“Si elle veut répondre aux enjeux du secteur éducatif, la gauche devra aussi changer de méthode. On a imposé, années après années, des réformes dans le secteur de l’éducation sans véritablement associer les premiers concernés” déclare Lucie Castets, ancienne candidate de la gauche au poste de Première ministre.

Son état des lieux : crises de l’école, inégalités, ségrégation croissante, paupérisation des personnels... Elle esquisse les premiers chantiers pour un ***“renouveau du service public d’éducation fidèle à sa mission d’intérêt général et à la promesse républicaine d’une école pour toutes et tous”*** : ***“Le premier [d’entre eux] consiste à redonner à l’école au sens large les moyens humains et matériels de remplir ses missions”***. ***“La gauche propose des voies pour que la puissance publique se redonne les moyens de financer son action, notamment par une réforme de la fiscalité dans le sens de plus de justice sociale”*** explique-t-elle dans cet entretien. [A la veille d’un rendez-vous consacré à l’éducation](#) avec des personnels de l’Education nationale, des associations de l’éducation populaire, des chercheurs et des organisations politiques, Lucie Castets répond aux questions du Café pédagogique.

Vous réunissez organisations politiques, associations d’éducation populaire, personnels de l’Education nationale, chercheur.es : pourquoi cette démarche et pourquoi organiser une convention sur l’éducation aujourd’hui ?

Le 2 juillet à Bagneux, nous avons lancé le Front Populaire 2027 en posant la première pierre de notre travail conjoint pour préparer les prochaines échéances électorales, tant sur la désignation d’une candidature commune à l’élection présidentielle que sur l’élaboration d’un projet ambitieux,

qui rompt résolument avec la politique menée depuis plus de 10 ans. Nous voulons renouer avec l'espoir et engager la dynamique populaire qui fera gagner la gauche et les écologistes unis.

Nous tenions à commencer par la question de l'éducation, parce que c'est la mère de toutes les batailles.

Tout le monde passe par le système éducatif dans sa vie, et les conditions dans lesquelles cela se passe sont déterminantes pour la vie des individus, a fortiori celles et ceux qui viennent des milieux sociaux les moins aisés et les moins dotés en termes de capital culturel.

C'est également déterminant pour la société toute entière, car une société qui investit – au sens pécuniaire mais aussi au sens symbolique – dans l'éducation de ses enfants et de ses jeunes est une société qui investit dans son avenir. C'est ce que montrent très bien notamment les travaux de l'économiste Elise Huillery.

Un système éducatif qui fonctionne bien est un atout déterminant pour un pays dans son ensemble, pour sa cohésion sociale, le bien-être collectif, et pour son efficacité économique. Et un système éducatif universel, gratuit, laïc et de la meilleure qualité est la condition pour que se réalise dans les faits la devise de la République : liberté, égalité, fraternité.

Dans ce contexte politique tourmenté, qu'attendre de la gauche à court, moyen, long terme sur ce sujet ?

Face à la crise politique actuelle, face aux difficultés que rencontrent nos services publics et l'éducation au sens large, les réponses régressives et réactionnaires dominent le débat : sélection sociale et orientation subie de plus en plus précocement ; autonomie des établissements pour masquer les disparités de plus en plus criantes dans la qualité de l'enseignement ; marchandisation de la petite enfance, de l'accompagnement scolaire et de l'enseignement supérieur.

Il faut faire entendre une autre voix, et dessiner une autre voie. C'est ce que la gauche peut faire, à la fois dans la perspective des prochaines échéances électorales municipales, législatives et présidentielle, mais aussi et surtout, une fois de retour au pouvoir.

Quels état des lieux et regard portez-vous sur le système éducatif ?

Malgré l'exceptionnel dévouement de la communauté éducative, le système français traverse aujourd'hui une triple crise.

Une crise des apprentissages d'abord, avec notamment des enquêtes PISA qui révèlent une baisse marquée des compétences en mathématiques, lecture et sciences.

Une crise de l'école comme espace commun d'apprentissage de manière indiscriminée : alors que le secteur public était gage d'excellence, l'accentuation des stratégies d'évitement conduit à une exacerbation de la ségrégation scolaire. Le privé concentre de plus en plus d'élèves issus de milieux favorisés (55 % en 2022 contre 43 % en 2003). Par ailleurs, le collège unique est tout particulièrement la cible des réactionnaires qui souhaitent accélérer le tri social en le faisant intervenir dès la fin de la cinquième, voire dès la fin du 1er degré (soit à 10 ans !). En parallèle, les voies technologiques et professionnelles ont été dégradées, notamment par la réforme du bac professionnel.

Une crise du bien-être des élèves et des agents publics enfin : les élèves français se distinguent par un déficit très marqué de confiance en soi, de motivation et de sentiment d'appartenance à l'école relativement aux autres pays de l'OCDE. Par ailleurs, les agents publics, notamment ceux de l'éducation, font part chaque jour de la crise de sens à laquelle ils font face, notamment dans un contexte de manque de moyens.

Quels chantiers prioritaires pour l'école ?

La gauche au pouvoir devra agir sur ces trois volets. En matière éducative comme ailleurs, une

autre politique est possible. Elle devra placer l'universalité de l'accès à un système éducatif de la meilleure qualité comme objectif supérieur de la politique éducative. C'était un objet de fierté nationale, cela doit le redevenir.

Dans cette perspective, les chantiers suivants me semblent prioritaires :

Le premier consiste à redonner à l'école au sens large les moyens humains et matériels de remplir ses missions. L'État doit réinvestir dans la formation, la revalorisation et la stabilité des équipes éducatives, afin de garantir la continuité du service et la qualité de l'enseignement. Ce n'est pas qu'un enjeu de moyens, c'est aussi un enjeu de symbole sur l'importance qu'on accorde à la mission du système éducatif.

Le second chantier vise à lutter contre les inégalités scolaires et territoriales, qui se creusent avec la montée du recours au privé et des logiques concurrentielles. Contrairement aux idées reçues, les établissements les plus fragiles, par exemple en Seine-Saint-Denis, disposent de ressources en réalité plus limitées que dans les zones plus favorisées pour répondre à des besoins éducatifs plus lourds, ce qui dégrade la qualité du service public et accentue les écarts de réussite entre élèves. L'école doit redevenir un levier d'égalité, par un soutien renforcé aux établissements des zones défavorisées, une politique de mixité sociale plus ambitieuse et une attention accrue à la réussite de tous les élèves, quels que soient leur milieu et leur situation personnelle.

Enfin, un troisième chantier concerne la transformation de l'école face aux enjeux contemporains : transition écologique et mutations numériques notamment. Il s'agit de repenser les programmes, les pédagogies et les infrastructures pour former des citoyennes et citoyens capables de comprendre et d'agir sur leur époque. L'école doit redevenir un lieu d'émancipation et de préparation aux transitions plutôt qu'un espace soumis à la seule logique de performance.

Ces trois chantiers – moyens, égalité, transformation – forment les conditions d'un renouveau du service public d'éducation, fidèle à sa mission d'intérêt général et à la promesse républicaine d'une école pour toutes et tous.

Enfin, si elle veut répondre aux enjeux du secteur éducatif, la gauche devra aussi changer de méthode. On a imposé, années après années, des réformes dans le secteur de l'éducation sans véritablement associer les premiers concernés : les élèves et la communauté éducative. Or ce sont les plus à même de savoir de quoi ils ont besoin. Il faut donc pleinement les associer.

Aujourd'hui, est au cœur des débats, non pas la vision mais la question du budget de l'Éducation nationale. Cette question est également liée à celles de l'attractivité, de la dévalorisation salariale, du décrochage et du sentiment de mépris. Sur ce point là, quelle proposition et quel possible pour la gauche ?

L'éducation fait face à une baisse des moyens par rapport aux besoins, qui traduit un manque global d'ambition : la dépense éducative représentait 6,8 % du PIB en 2024, soit moins qu'au milieu des années 1990 (7,7 %). Si le nombre d'élèves est stable, celui des étudiants a augmenté de 50% depuis 1990.

Cette baisse des moyens va de pair avec une paupérisation de la communauté éducative. Les enseignants en particulier ont connu un déclasserement salarial accéléré. Dans l'OCDE, le salaire des enseignants français est parmi les moins avantageux rapporté à leur niveau d'étude. C'est inacceptable, notamment car cela envoie un message désastreux à ces agents publics sur la valeur symbolique que la société leur assigne. Il faut aligner les rémunérations sur leur utilité sociale.

La gauche propose des voies pour que la puissance publique se redonne les moyens de financer son action, notamment par une réforme de la fiscalité dans le sens de plus de justice sociale et d'un meilleur rendement, et en améliorant l'allocation des dépenses publiques. Le surplus de recettes issues de ces réformes devra venir financer nos besoins en matière éducative.